



Observatoire Afrique de l'Est

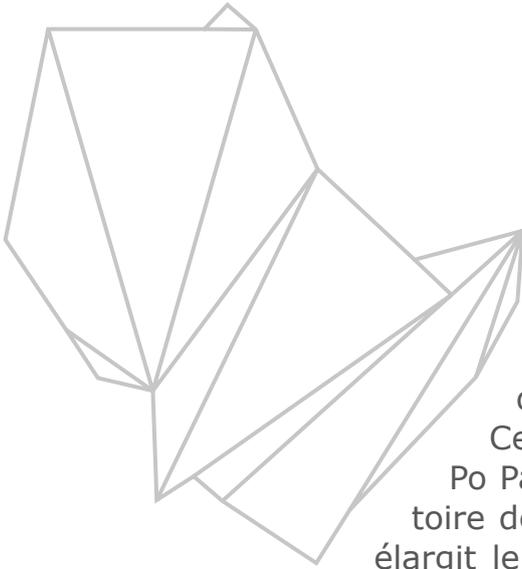
Enjeux politiques & sécuritaires

LA "TRANSITION" SOUDANAISE VUE DE SES PÉRIPHÉRIES

JÉRÔME TUBIANA
CHERCHEUR

NOTE ANALYSE 15
OCTOBRE 2019





L'Observatoire de l'Afrique de l'Est (2017-2020) est un programme de recherche coordonné par le Centre d'étude et de documentation économique, juridique et sociale de Khartoum (MAEDI-CNRS USR 3123) et le Centre de recherches internationales de Sciences Po Paris. Il se situe dans la continuité de l'Observatoire de la Corne de l'Afrique qu'il remplace et dont il élargit le champ d'étude. L'Observatoire de l'Afrique de l'Est a vocation à réaliser et à diffuser largement des Notes d'analyse relatives aux questions politiques et sécuritaires contemporaines dans la région en leur offrant d'une part une perspective historique et d'autre part des fondements empiriques parfois négligés ou souvent difficilement accessibles.

L'Observatoire est soutenu par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (ministère de la Défense français). Néanmoins, les propos énoncés dans les études et Observatoires commandés et pilotés par la DGRIS ne sauraient engager sa responsabilité, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense.

Il s'appuie par ailleurs sur un large réseau de partenaires : l'Institut français des relations internationales, le CFEE d'Addis-Abeba, l'IFRA Nairobi, le CSBA, LAM-Sciences Po Bordeaux, et le CEDEJ du Caire.

Les notes de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est sont disponibles en ligne sur le site de Sciences Po Paris.

Coordination
Jean-Nicolas BACH
Roland MARCHAL



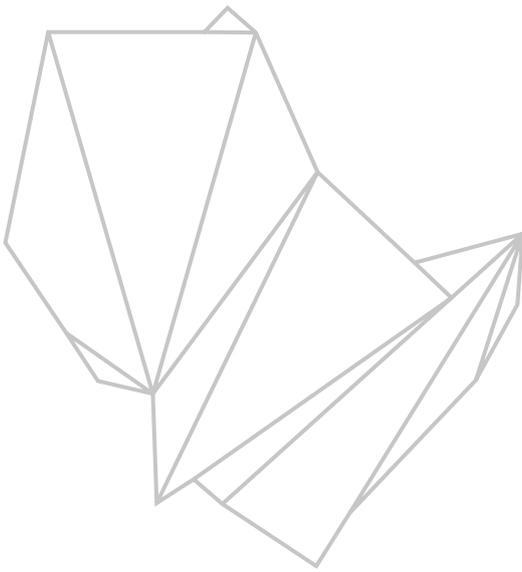


Table des matières

- 6. INTRODUCTION
- 8. KULLU AL BILAD DARFUR ?
- 11. « LE DARFOUR À KHARTOUM » ?
- 16. « KHARTOUM N'EST PAS LE SOUDAN »
- 22. DIMENSIONS INTERNATIONALES
- 26. CONCLUSION

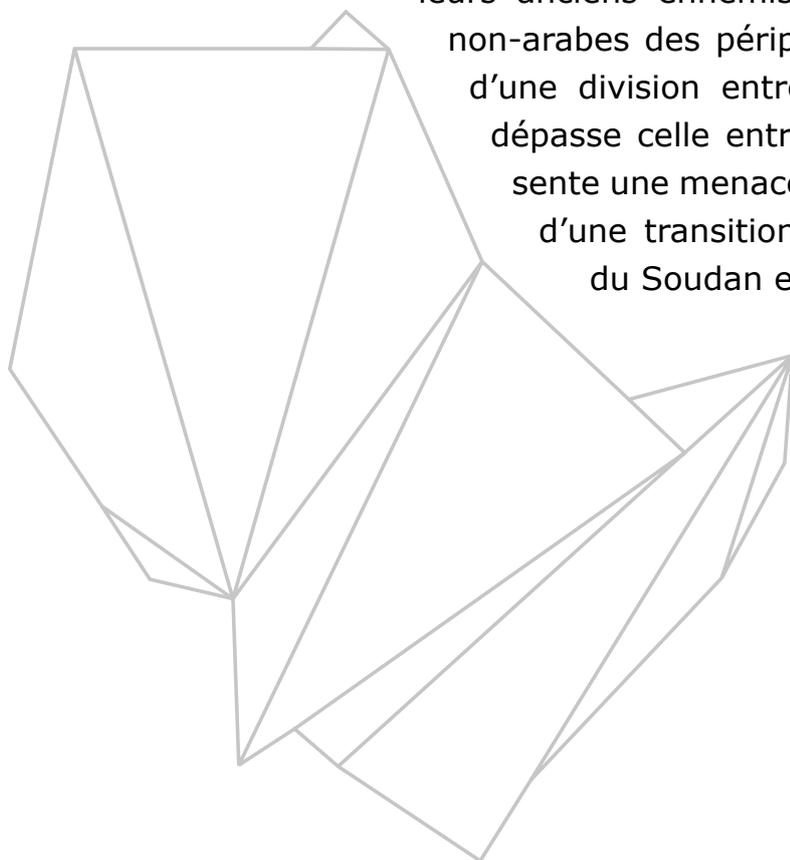
Villes et États du Soudan

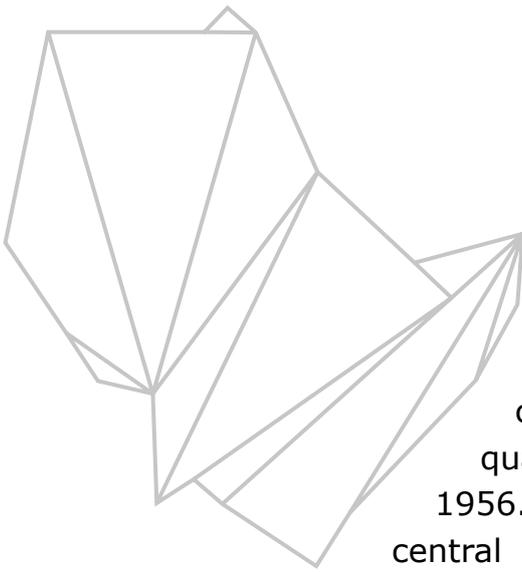


Résumé

Depuis le début, en décembre 2018, du soulèvement qui a conduit à la chute d'Omar el-Béchir et à la période de « transition » actuellement en cours au Soudan, l'attention fluctuante accordée à ce pays s'est déplacée des guerres qui ensanglantent ses périphéries vers son centre, et particulièrement sa capitale. De ce fait, la transition risque de reproduire la dichotomie entre centre et périphéries qui est elle-même la cause principale des crises, politiques et économiques, à l'origine aussi bien du soulèvement que de l'émergence de nouvelles forces armées, milices et groupes armés originaires du Darfour, qui remettent en cause l'hégémonie du centre sur les forces de sécurité.

La présente note s'interroge sur la persistance de la marginalisation des périphéries au sein même du soulèvement. Elle analyse aussi le rôle crucial désormais joué par les milices arabes du Darfour qui, après s'être soudainement retournées contre le régime qui les a créées, ont échoué à s'allier avec l'opposition du centre et tentent maintenant de constituer un bloc avec leurs anciens ennemis : les civils et les rebelles non-arabes des périphéries. Ainsi, la persistance d'une division entre centre et périphéries qui dépasse celle entre militaires et civiles représente une menace aussi bien pour les chances d'une transition civile que pour la stabilité du Soudan et de la région.





Introduction

Les périphéries du Soudan sont au cœur des conflits qui se succèdent dans le pays de manière quasiment continue depuis son indépendance en 1956. Leur rapport asymétrique avec un « pouvoir central » caractérisé par une centralisation extrême peut même être considéré comme la cause essentielle de ces conflits. L'incapacité du « centre » à mettre fin à cette asymétrie et à unir le pays a conduit à la séparation du Soudan du Sud en 2011 et explique aussi la longévité de ces conflits dans les *two areas* des monts Nuba et du Nil bleu, s'ajoutant au conflit du Darfour.

La période de « transition » actuellement en cours au Soudan semble, depuis le début des manifestations qui l'ont déclenchée en décembre 2011¹, reproduire en grande partie cette dichotomie entre centre et périphéries, voire l'aggraver en se concentrant, plus que sur le « centre » historique sur la capitale elle-même. La couverture médiatique et les discours militants ont souvent, consciemment ou non, reproduit un schéma plus ancien reléguant les citoyens des périphéries au rôle d'acteurs extérieurs ou de simples spectateurs condamnés à accepter les changements se jouant dans la capitale.

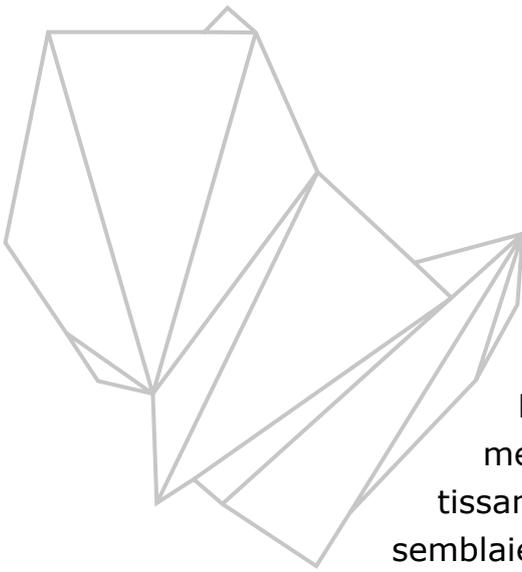
Pourtant, les acteurs du centre (politiciens successivement au pouvoir ou dans l'opposition, chefs des forces de sécurité régulières, leaders de la société civile et du soulèvement) savent que ce sont les guerres dans les périphéries – celle du Sud-Soudan et celles qui se poursuivent au Darfour, dans les monts Nuba et au Nil Bleu – qui, après avoir longtemps justifié le maintien au pouvoir d'une junte militaro-islamiste consacrant l'essentiel de son budget à des dépenses militaires et sécuritaires, ont provoqué sa chute. D'une part, la séparation du Soudan du Sud a causé une crise économique sans précédent ; d'autre part, la continuation de la guerre au Darfour a rendu le régime dépendant de milices locales qui, comme certains le craignaient au sein même du régime, ont fini par se retourner contre leur maître.

1. Pour une présentation générale de la crise, voir Jean-Nicolas Bach, « Ramadan de sang. Le Soudan entre révolution et négociation. Décembre 2018-Juillet 2019 », note de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est n°12, juillet 2019. Voir également May Hassan et Ahmed Kodouda, « Sudan's Uprising. The Fall of a Dictator », *Journal of Democracy*, 30/4, October 2019, p. 89-103..

La persistance de la dichotomie entre le centre et les périphéries soudanaises, en particulier les périphéries en guerre², est d'autant plus frappante et inquiétante qu'elle semble résister à une toute autre réalité démographique. Une grande partie de la population des périphéries, notamment poussée par la guerre et l'absence d'opportunités économiques, s'est désormais établie dans le centre : à Khartoum même, dans les zones agricoles de la Jezira, à Gedaref, etc. Si on additionne ces populations avec celles restées dans les périphéries, on peut aisément estimer qu'elles constituent au moins la moitié de la population soudanaise : une majorité silencieuse qu'on a parfois qualifiée, depuis la création du Soudan du Sud, de « Nouveau Sud » tant le sentiment que le centre aura toujours besoin d'un « Sud » à exploiter et à marginaliser est resté prégnant depuis 2011.

La présente note analyse les raisons de la faible représentation des périphéries en guerre, en particulier du Darfour, dans la « transition » en cours. Elle étudie aussi les risques que cette nouvelle marginalisation pourrait faire peser sur la transition, les acteurs du Darfour n'entendant plus être marginalisés et pouvant désormais compter sur une force militaire sans précédent, capable de rivaliser avec le centre mais aussi de déstabiliser encore davantage le Soudan, sinon la région.

2. Cette note est consacrée aux régions actuellement en guerre, en particulier au Darfour, et n'aborde pas le problème spécifique de l'Est, où la guerre a été moins prégnante mais où la « marginalisation » n'est pas moins ressentie.



Kullu al bilad Darfur ?

Quand les manifestations ont débuté à Khartoum et dans d'autres villes, essentiellement du centre, en décembre 2018, les ressortissants du Darfour et d'autres périphéries en guerre semblaient peu présents parmi les manifestants. Ils étaient pourtant bien représentés lors des manifestations de 2013 à Khartoum, comme dans le mouvement de société civile Girifna qui était, depuis 2010, populaire dans les monts Nuba et au Nil Bleu. Mais durant les tentatives précédentes de soulèvement populaire, que ce soit au Darfour ou à Khartoum, qu'ils aient pris part ou non aux manifestations, les Darfouriens avaient été la première cible de la répression : la peur de subir une violence du même type est sans doute la première explication de leur faible mobilisation en 2018-2019.³

De fait, le Darfour est aujourd'hui exsangue. Le soutien, notamment des jeunes hommes non-arabes, envers les groupes rebelles a constamment diminué. Beaucoup ne croient plus en la possibilité d'une victoire de la rébellion et ne pensent qu'à quitter le pays pour l'Europe, dans l'espoir d'une vie plus sûre et d'opportunités professionnelles qui leur permettraient d'envoyer de l'aide à leurs familles. Il faut cependant noter que les réfugiés et demandeurs d'asile soudanais – essentiellement darfouriens – en Europe et en Amérique du Nord ont été au premier plan des manifestations de soutien qui ont eu lieu depuis décembre 2018.

La faible représentation des Darfouriens dans les manifestations de Khartoum s'explique aussi par l'extrême centralisation du pouvoir et de la richesse entre les mains d'un petit nombre de grandes familles, dynasties et communautés depuis l'indépendance du Soudan en 1956 : c'est l'une des principales caractéristiques de l'histoire politique du Soudan indépendant et la raison des rébellions armées dans les périphéries. Les régimes successifs mais aussi les dirigeants de l'opposition non-armée et de la société civile (des religieux

3. Tubiana, Jérôme. 2019b. "How Darfur Became Sudan's Kingmaker." *Foreign Policy*. 9 juillet. <https://foreignpolicy.com/2019/07/09/how-darfur-became-sudans-kingmaker/>

conservateurs aux communistes, des partisans d'une union avec l'Égypte aux nationalistes arabes, jusqu'aux islamistes au pouvoir depuis 1989) paraissent tous ou presque provenir des mêmes communautés arabes ou arabisées du « centre », ou plus précisément de la vallée du Nil au nord de Khartoum. Les universitaires ont baptisé ces communautés « l'élite riveraine » (*riverine elite*) mais les ressortissants des périphéries préfèrent les appeler *jellaba*, un nom anciennement donné, à travers le Soudan, aux marchands originaires de la vallée du Nil. En dehors de quelques exceptions symboliques, les seuls chefs politiques des « périphéries marginalisées », en particulier les zones de guerre du Darfour, des monts Nuba et du Nil Bleu, à avoir atteint des positions élevées au cours des quinze dernières années, sont des chefs rebelles. De manière symétrique, rares sont les opposants du centre qui ont rejoint ou sympathisé avec les rébellions. Aujourd'hui encore, les chefs de l'opposition officielle et de la société civile, dont les dirigeants de la contestation récente, appartiennent essentiellement à l'élite riveraine. Quant aux habitants des périphéries, ils reprochent à l'élite riveraine son indifférence durant les guerres dont leurs régions ont souffert, ce qui rend les alliances difficiles.

Au début du soulèvement, le régime d'Omar el-Béchir a accusé les manifestants d'être des agents des rebelles du Darfour, et donc, selon une propagande bien rôdée, de l'Occident. Ainsi, le service de renseignement et de sécurité (NISS) avait arrêté des étudiants du Darfour qui n'avaient pas forcément participé au soulèvement les forçant, sous la torture, à de fausses confessions où ils se présentaient comme les membres d'une cellule secrète et armée de la SLA-AW (faction de la Sudan Liberation Army, le principal mouvement rebelle historique du Darfour, sous les ordres d'Abdelwahid al-Nur), en charge de provoquer des violences en dehors du Darfour.⁴ Ces fausses confessions avaient été filmées et diffusées par les médias du régime. De manière potentiellement contre-productive, Abdelwahid, depuis son exil en France, a semblé donner du crédit à la propagande gouvernementale en suggérant que l'aile étudiante de son mouvement à Khartoum était à la manœuvre en secret. Mais les théories complotistes du régime n'étaient déjà plus crédibles : ces dernières années, les Soudanais avaient observé à quel point l'Occident en théorie honni s'était rapproché du régime, en en faisant un allié sur des sujets comme la lutte contre le terrorisme et la migration, tout en se montrant de plus en plus hostile aux groupes rebelles. Les manifestants réagirent à ces fausses accusations visant les Darfouriens en forgeant le slogan « *kullu al*

4. Carmichael, Flora et Owen Pinnell. 2019. « How fake news from Sudan's regime backfired ». *BBC*. 25 avril. <https://www.bbc.com/news/blogs-trending-47899076>

bilad Darfur », « Le Darfour est tout le pays », autrement dit « nous sommes tous des Darfouriens ». Le slogan a touché les Darfouriens .

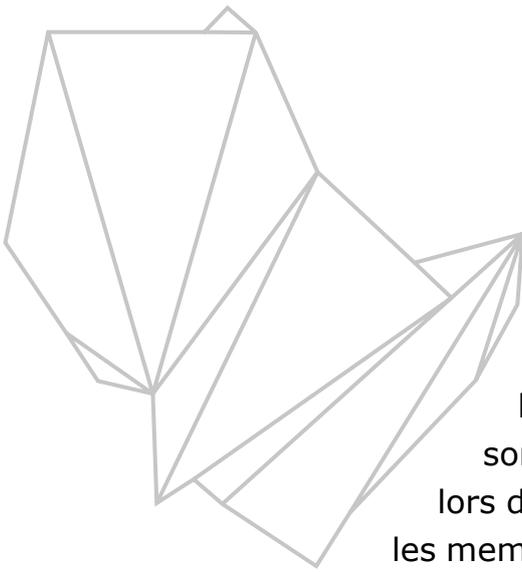
Les ressortissants des périphéries n'en continuent pas moins à nourrir du ressentiment quant à la longue indifférence du centre par rapport aux guerres des régions. Lorsqu'en avril 2019, les manifestations se transformèrent en un gigantesque *sit-in* à Khartoum, les ressortissants du Darfour, des monts Nuba et du Nil Bleu qui y participèrent ne le firent pas seulement en signe d'opposition au régime, mais aussi pour témoigner de leurs souffrances devant les manifestants du centre, racontant ou montrant via la diffusion d'images, les horreurs de la guerre, dans des stands de fortune aux noms des « monts Nuba » ou des « victimes du Darfour ».⁵

Le malentendu entre centre et périphéries ne s'est pas pour autant dissipé. En avril-mai, la répression immédiate des manifestations de soutien au *sit-in* qui s'organisent dans les camps de déplacés du Darfour semble aussi se faire dans l'indifférence.⁶ Après le violent démantèlement du *sit-in* à Khartoum même, l'égérie du soulèvement Alaa Salah réagit par un « Maintenant, le Darfour est à Khartoum », montrant bien que *kullu al bilad Darfur* reste un slogan, et que la violence est moins supportable à Khartoum qu'au Darfour.⁷ Le malentendu s'aggrave encore du fait qu'une enquête ait depuis été diligentée sur le démantèlement du seul *sit-in* de Khartoum, alors que l'idée de justice pour les victimes de la répression et des guerres dans les périphéries demeure lointaine. De même, l'ancien président el-Béchir est seulement visé par une enquête pour corruption.

5. « C'est la première fois que je vois ces photos, j'ai toujours écouté ce que les autorités racontaient... », réagit ainsi un manifestant du centre interviewé par *Médiapart*. Macadré, Olivia. 2019. « Soulèvement au Soudan: de l'indifférence à la solidarité avec le Darfour ». *Médiapart*. 27 mai. On pourra consulter sur ce point le recueil de discours collectés sur le *sit-in* par Jean-Nicolas Bach, *Al Qiyada Speaks*, à paraître 2020.

6. Human Rights Watch. 2019. « Sudan's Transition Hasn't Ended Abuses in Darfur ». 8 Mai. <https://www.hrw.org/news/2019/05/08/sudans-transition-hasnt-ended-abuses-darfur>

7. Walsh, Declan. 2019. « Sudan Ousted a Brutal Dictator. His Successor Was His Enforcer. » *New York Times*. 15 juin. <https://www.nytimes.com/2019/06/15/world/africa/sudan-leader-hemeti.html>



« Le Darfour à Khartoum » ?

Les victimes non-arabes des violences dans les zones de guerre n'étaient pas les seuls ressortissants des périphéries présents à Khartoum lors du *sit-in*. Sans doute bien plus nombreux étaient les membres des Forces de soutien rapide (RSF), la dernière itération officielle des milices *janjawid*, ainsi qu'on surnomme les forces paramilitaires recrutées essentiellement parmi les communautés arabes du Darfour et responsables de l'essentiel de la violence dans la province, ainsi que, sous l'étiquette RSF, dans les monts Nuba et au Nil Bleu. Comme auparavant en 2013 mais bien plus massivement, les RSF ont été déployées à Khartoum début 2019, chargées de contenir le soulèvement et d'empêcher le renversement d'un président méfiant envers les forces régulières.

C'est précisément en raison de la défiance entre la présidence et l'armée que la coalition des Forces de la liberté et du changement (FFC), fer de lance du soulèvement, avait décidé de monter un *sit-in* devant le quartier général de l'armée, une « idée de génie », selon un observateur.⁸ Les FFC espéraient aussi un *remake* de soulèvements historiques, 1985 et auparavant 1964, lors desquels l'armée avait rejoint les manifestants. Au moins pourrait-elle peut-être les protéger d'autres forces, en particulier des RSF. Les FFC n'ignoraient pas non plus le risque représenté par les RSF et la relative faiblesse de l'armée, et quelques jours avant le *sit-in* certains des dirigeants de la coalition avaient tenté de s'assurer de la neutralité ou même du soutien de Mohamed Hamdan Daglo dit Hemmeti⁹, le chef des RSF, à l'égard d'autres forces potentiellement hostiles (NISS, milices islamistes, franges loyalistes de l'armée). Hemmeti aurait ainsi ouvert la route permettant d'accéder au *sit-in*.

8. Intervention lors de « La chute d'Omar el-Bachir et les enjeux d'une transition au Soudan », journée d'étude de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est (CEDEJ Khartoum-Sciences Po CERI), 26 juin 2019.

9. « Hemmeti » est un surnom familial pour « Hamdan ». On dit qu'El-Béchir, jouant sur les mots, l'aurait par la suite surnommé « Himeyti », « mon protecteur », en reconnaissance de la transformation des RSF en une garde prétorienne sous les ordres du président, et en charge de sa protection, à partir de 2017. De Waal, Alex. 2019. « Sudan crisis: The ruthless mercenaries who run the country for gold ». *BBC*. 20 juillet. <https://www.bbc.com/news/world-africa-48987901>

Cette stratégie a tout d'abord semblé efficace. Comme il l'a lui-même raconté, Hemmeti a été l'un des chefs militaires qui ont refusé l'ordre d'el-Béchir de démanteler violemment le *sit-in*, et donc l'un des maîtres d'œuvre de la révolution de palais qui a mis fin aux trente années de règne du dictateur le 11 avril 2019. Le premier président du Conseil militaire de transition (TMC), le général Awad Ibn Auf, a démissionné au bout d'une journée, semble-t-il à la suite d'un désaccord avec Hemmeti, qui aurait ensuite imposé le général Abdelfattah al-Burhan comme président. De manière inattendue pour un ancien marchand de chameaux devenu chef de guerre, Hemmeti a obtenu la position de vice-président du TMC, bien qu'il en fût sans doute l'homme fort.¹⁰

Tandis que le *sit-in* avait permis cette ascension, le fait qu'Hemmeti ait, dans un premier temps, toléré le sit-in, lui a valu une popularité inattendue parmi les manifestants. Au début du *sit-in*, la campagne de relations publiques d'Hemmeti (visitant, par exemple, un manifestant blessé à l'hôpital), lui permettant de se présenter comme un homme et un défenseur du peuple, a semblé porter ses fruits et rencontrer un certain écho parmi les manifestants.¹¹ Certains d'entre eux, cités par *Médiapart*, ont ainsi semblé voir en lui un repentant : « *C'est vrai, Hemmeti a fait des choses mauvaises, mais il nous a prouvé qu'il était prêt à changer, il essaye de se racheter et depuis peu, il fait beaucoup de choses positives.* »¹²

La personne d'Hemmeti était alors aussi un sujet de division entre manifestants du centre et ceux des périphéries, ces derniers mettant en garde sur son passé violent, peu connu au centre.¹³ Ses adversaires insistèrent notamment sur ses origines tchadiennes et son éducation limitée : bien que ces arguments (appartenance à des communautés transfrontalières et manque d'éducation) aient souvent été utilisés, et parfois à tort, par les acteurs du centre pour marginaliser ceux des périphéries, les manifestants des périphéries les reproduisaient dans l'idée d'empêcher un rapprochement d'Hemmeti avec les manifestants du centre, qui se ferait au détriment de l'opposition des périphéries. Au-delà de ces deux caractéristiques, ce que redoutent les non-arabes des périphéries est l'incroyable ascension, grâce à des activités

10. Tubiana, Jérôme. 2019a. "The Man Who Terrorized Darfur Is Leading Sudan's Supposed Transition." *Foreign Policy*. 14 mai. <https://foreignpolicy.com/2019/05/14/man-who-terrorized-darfur-is-leading-sudans-supposed-transition-hemmeti-rsf-janjaweed-bashir-khartoum/#>

11. Intervention lors de « *La chute d'Omar el-Bachir et les enjeux d'une transition au Soudan* », journée d'étude de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est (CEDEJ Khartoum-Sciences Po CERI), 26 juin 2019.

12. Macadré, Olivia. 2019. « *Au Soudan, un leader sanguinaire et ambitieux menace la révolution* ». *Médiapart*. 14 mai.

13. Tubiana, 2019b, *op. cit.*

quasi-mercenaires au Soudan et ailleurs, d'un chef de guerre représentant les seules communautés arabes et porteur d'un projet suprémaciste visant à la domination de ces communautés sur les autres.

D'autres différences frappantes sont apparues quant aux références historiques du centre et des périphéries. Les manifestants du centre se sont constamment référés aux *intifadas* de 1964 et 1985, tandis que pour les ressortissants des périphéries, les années 1984-1985 sont surtout la période du début de la guerre au Sud-Soudan, dans les monts Nuba et au Nil Bleu. Les arabes du Darfour, eux, avaient en tête leurs propres références historiques. Sur les réseaux sociaux, en particulier, l'ascension d'Hemmeti était présentée comme le prélude à la restauration du « califat » d'Abdullahi al-Ta'aishi, le *khalifa* du Mahdi. A la fin du XIX^e siècle, Al-Ta'aishi, un arabe originaire de l'actuel zone frontalière entre Tchad et Darfour, s'appuya sur une armée tribale venue de l'Ouest et parvint à succéder au Mahdi, lui-même originaire du centre, malgré les tentatives de la famille du Mahdi d'instaurer leur propre dynastie. Rappelant ces événements, Magdi El-Gizouli note justement : « Bien que les observateurs du Soudan puissent passer à côté de la pertinence de l'histoire du XIX^e siècle pour [expliquer] les luttes actuelles pour le pouvoir, pour les acteurs eux-mêmes et les Soudanais en général, cette histoire est particulièrement vivante et justifie nombre de leurs jugements ».¹⁴

Une autre référence historique plus récente semble être réapparue sur les réseaux sociaux, même s'il est impossible de dire si elle émane des partisans d'Hemmeti ou de ses adversaires. Il s'agit d'un document intitulé « Qoreish 2 », non daté mais remontant sans doute à 1998 et 1999, anonyme mais attribué, tout comme son prédécesseur « Qoreish 1 », au Rassemblement arabe, un mouvement du Darfour et du Kordofan militant pour la suprématie des communautés arabes sur ces régions mais aussi sur l'ensemble du Soudan.¹⁵ Bien que le document n'est pas été authentifié, et que des politiciens arabes connus comme porteurs de cette idéologie suprémaciste et comme les futurs parrains des milices *janjawid* au Darfour aient nié en être les auteurs, force est de constater que ce document est devenu par la suite une sorte de manifeste pour les communautés arabes du Darfour ayant constitué le noyau dur des *janjawid*. Le document est basé sur une conception du Soudan comme

14. Rift Valley Institute. 2019. « Sudan's Spring: causes and consequences ». Mai. <http://riftvalley.net/publication/sudan%E2%80%99s-spring#.XZ2K1eczZ-U>

15. Haggar, Ali. 2007. "The Origins and Organization of the Janjawid in Darfur." In Alex de Waal, éd. *War in Darfur and the Search for Peace*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press, pp. 113-39 ; Flint, Julie et Alex de Waal. 2008. *Darfur: A New History of a Long War*. Londres et New York : Zed Books.

divisé en trois principaux blocs : les non-arabes des périphéries ; les *Jellaba* au pouvoir, considérés comme des « métis » ou « hybrides » entre arabes et noirs ; enfin les « purs » arabes du Darfour et du Kordofan, vus comme majoritaires au sein de la population mais aussi comme les plus marginalisés.¹⁶ Cette conception du Soudan, et l'insistance sur la marginalisation des seuls arabes, ont été constamment répétées par les parrains et les chefs des *janjawid*, y compris Hemmeti et Musa Hilal. C'est ainsi qu'ils parvenaient à justifier de ne pas rejoindre la rébellion non-arabe tout en acceptant son argument principal, à savoir la marginalisation des périphéries, en se focalisant de manière plus restreinte sur la marginalisation des Arabes des périphéries.

J'ai rencontré Hemmeti en 2009 alors qu'il venait de rejoindre le gouvernement et d'être nommé conseiller en charge de la sécurité auprès du gouverneur du Darfour Sud, après une brève mutinerie de six mois visant à obtenir davantage de soutien financier et de postes politiques et militaires. Il m'expliqua précisément que son but n'était pas de se rebeller contre le régime mais de lui faire du chantage pour que sa communauté, qu'il décrivait comme marginale parmi les marginaux, soit récompensée de son soutien au régime. « Jusqu'à présent, nous n'avons rien reçu. Nous manquons de tout : de représentants au niveau national et même aux niveaux régional et local, de développement, d'éducation », m'a-t-il répondu, faisant écho à certaines des revendications de Qoreish 2, quand je lui ai demandé si depuis la fin de sa mutinerie il avait obtenu ce qu'il appelait « ses droits ».¹⁷

« Qoreish 2 » suggère que les arabes doivent tout d'abord s'allier à l'élite du centre et au régime d'Omar el-Béchir contre les non-arabes, afin d'infiltrer l'armée et les services de renseignement, avant de se retourner contre le centre. Le document fixe l'échéance de ce programme à 2020. Quelle que soit l'authenticité du document, force est de constater que c'est bien le programme que les *janjawid*, et récemment Hemmeti, ont mis en œuvre et, un an avant 2020, largement réalisé.

Dès les années 1980, le pouvoir central utilise l'idée d'une identité commune avec les arabes des périphéries pour les instrumentaliser contre les rebelles

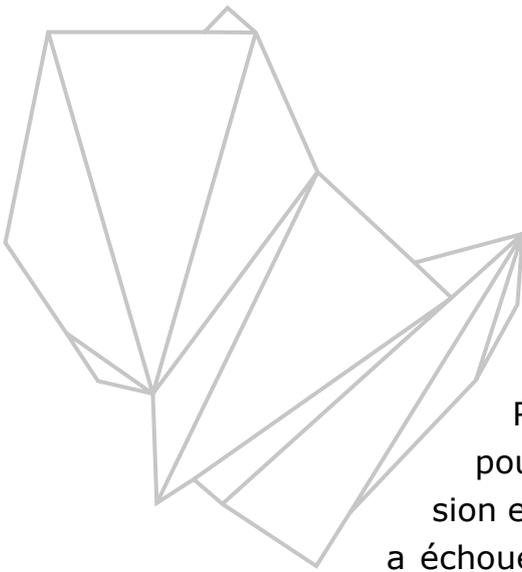
16. « Comme vous le savez tous, les Ja'alín, les Danagla et les Shaygiya [du nord du Soudan] nous ont, depuis un siècle [l'époque du *khalifa*], empêché de diriger le Soudan. Bien qu'ils se disent d'origine arabe, ce sont en réalité des métis qui, de par leur identité et leur culture, font partie des Nubiens égyptianisés. Ces trois tribus projettent de diriger le Soudan pour toujours et nous avons appris qu'ils ont prêté serment pour conserver le pouvoir entre eux. »

17. Tubiana, Jérôme. 2010. "Seule une tortue peut mordre une tortue": Accords entre groupes rebelles et communautés arabes au Darfour." *Politique africaine*, n° 118, juin, pp. 205–24. <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2010-2-page-205.htm>

non-arabes, d'abord du Sud-Soudan, des monts Nuba et du Nil Bleu, puis du Darfour. La décision des arabes de s'allier avec le centre et de largement refuser les appels des rebelles à l'unité, n'est pas uniquement basée sur la croyance en une identité arabe commune, mais aussi sur l'idée d'accepter d'être utilisés tout en instrumentalisant le centre pour obtenir davantage de pouvoir, et finalement se retourner contre le centre, ainsi que le document « Qoreish 2 » le suggère. Hemmeti est l'homme qui a commencé à mener à bien ce projet, en partie par stratégie, en partie en réaction aux événements précipités par le soulèvement populaire.

Une petite précision historique peut-être ici utile : il peut sembler étrange que ces documents prennent le nom de « Qoreish », la tribu du prophète Mohammed, alors que les généalogies des tribus arabes de l'ouest du Soudan et du Tchad font d'Abdallah al-Juhayni, de la tribu des Juhayna, l'ancêtre commun à quasiment toutes ces communautés. Certes ces généalogies sont généralement considérées comme fictives mais il semble qu'elles avaient surtout pour but d'unifier ces tribus. Seule une petite communauté tchado-soudanaise, les Khozam, était jusqu'ici considérée comme Qoreish et un différend au sujet d'une chamelle lui valut d'ailleurs de faire l'unité de toutes les autres tribus arabes contre elle, une histoire restée dans les mémoires sous le nom de « Nagat Fenna ». Récemment, il semble que ces généalogies aient été révisées et nombre de tribus se disent désormais avant tout descendantes, plutôt que d'Abdallah al-Juhayni, de son petit-fils Jineid, ce qui permet d'exclure d'autres tribus considérées comme moins pures, comme les Salamat et les Beni Husein, récemment victimes d'attaques de la part des tribus descendant de Jineid.¹⁸ En outre, on insiste sur une hypothétique origine abbasside de Jineid, alors que le lien avec al-Abbas, oncle du Prophète, était jusqu'ici surtout l'apanage de dynasties régnantes non-arabes, comme le sultanat « abbasside » du Ouaddaï dans l'est du Tchad. Le nom « Qoreish » permet aussi d'insister sur la « pureté » arabe qui contrasterait avec le métissage des communautés de la vallée du Nil. Réécriture (de l'histoire) et divisions ethniques vont de pair et ces dernières risquent de s'aggraver.

18. La principale entreprise commerciale à laquelle Hemmeti est associé, notamment pour le commerce de l'or, porte d'ailleurs le nom d'Al-Jineid Industrial Group.



« Khartoum n'est pas le Soudan »

Rétrospectivement, il est difficile de comprendre pourquoi la stratégie des FFC pour éviter la répression en cherchant la protection de l'armée et des RSF a échoué ou pourquoi Hemmeti n'est pas allé jusqu'au bout de son ralliement aux FFC. Hemmeti a vacillé une première fois lors d'une conférence de presse (un exercice dont il est devenu particulièrement friand ces dernières années) le 30 avril, lorsqu'il a accusé les manifestants d'être des consommateurs de drogues et affirmé qu'il ne tolérerait plus qu'ils continuent à « bloquer les rues ».¹⁹ Hemmeti aurait alors positionné des RSF – dont le nombre a été estimé à 9 000 déjà déployés à Khartoum et 4 000 récemment arrivés – à des points stratégiques de la capitale soudanaise, pour affronter les manifestants, l'armée ou toute autre force rivale. Les slogans du *sit-in* se sont retournés contre lui, l'accusant de « voler la révolution au peuple ».

Le 3 juin, des troupes, notamment identifiées comme des RSF mais sans doute aussi d'autres unités, ont procédé au démantèlement du *sit-in*, au prix de plus d'une centaine de morts, sans réaction de la part des forces régulières. Une hypothèse fait état du fait que l'appareil sécuritaire aurait manipulé Hemmeti, en utilisant les RSF pour la répression et en leur faisant porter l'essentiel de la responsabilité de la violence, pour ensuite pouvoir les abandonner et se présenter comme indispensable à un retour à l'ordre.²⁰

De fait, la répression du *sit-in* a coupé Hemmeti de l'opposition du centre (FFC), donnant raison aux opposants des périphéries mais sans pour autant rapprocher les uns et les autres. Malgré la répression, Hemmeti est parvenu à se rapprocher de quelques dirigeants de la contestation originaires des périphéries et qui se sentent « marginalisés » par les FFC. Surtout, la répression a obligé Hemmeti à changer de stratégie et à se rapprocher des non-arabes des périphéries, en particulier des mouvements rebelles.

19. Tubiana, 2019a, *op. cit.*

20. Tubiana, 2019b, *op. cit.*

Du point de vue des périphéries, en important à Khartoum la violence du Darfour, Hemmeti a eu le mérite d'obliger le centre à prêter attention aux périphéries. Ainsi que le note l'ancien ministre des Affaires étrangères Ibrahim Ghandour, Hemmeti « n'est pas du centre ou du nord et c'est pour [lui] une valeur ajoutée parce que c'est l'une des rares occasions où quelqu'un du Darfour est parvenu au sommet du pouvoir dans ce pays. Khartoum n'est pas le Soudan et Hemmeti le sait parfaitement ».²¹

Alors que les FFC semblent incapables de représenter les périphéries, au sein du TMC, Hemmeti mais aussi le porte-parole Shamseddin Kabbashi (surnommé « Kadbashi », un jeu de mot entre son nom et le mot « menteur »), lui-même Nuba, prétendent les représenter mais aussi être capables de dialoguer avec les mouvements rebelles. Ces derniers leur envoient des signaux plutôt bienveillants. C'est le cas en particulier de Minni Minawi, le chef de la SLA-MM, qui explique avoir été le premier à combattre Hemmeti (de fait, les RSF ont empêché une tentative de ses troupes basées en Libye de se réimplanter au Darfour en 2017) mais qui estime que les *janjawid* n'ont été qu'un outil entre les mains du centre et que le véritable ennemi reste le centre, quel que soit son idéologie. Cela fait des années qu'Abdelwahid al-Nur met en avant ces arguments pour tenter de neutraliser les communautés arabes qui encerclent la zone rebelle du Jebel Marra, avec un certain succès dans les années 2006-2010. Ces efforts s'inspirent de ceux du SPLM (Sudan People's Liberation Movement) qui, dès les années 1980, est parvenu à établir des *suq al-salam* (marchés pour la paix) entre zones rebelles et communautés arabes aux frontières sud et nord-du Soudan et dans les monts Nuba. D'autres mouvements, comme le JEM (Justice and Equality Movement), qui contrôle peu de territoire au Darfour, multipliaient les contacts secrets avec les chefs *janjawid*, notamment Hemmeti et Musa Hilal, avec lesquels il signait des pactes de non-agression en mai 2006 au Tchad, sous l'égide de Bichara Issa Djadallah, ministre tchadien de la Défense et cousin d'Hemmeti. Ces accords sont parallèles à l'accord officiel signé au même moment entre Khartoum et la SLA-MM au Nigeria, dont les arabes du Darfour se sentent exclus.

A l'époque les rebelles du Darfour approchaient de manière parallèle Musa Hilal, le principal chef des *janjawid*, et Hemmeti, qui n'était alors qu'un petit chef de guerre autonome de Hilal mais déjà une étoile montante. Les rebelles marquaient déjà à l'époque leur préférence pour Hemmeti, jugé moins impliqué dans les crimes commis. Pourtant, en 2009, c'est Hemmeti qui se montre

21. « Sudan paramilitary leader Hemeti closes in on power ». *Financial Times*. 20 juin.

le plus hostile à une véritable réconciliation, et cite le proverbe « Celui qui a tué ton père ne peut devenir ton frère ». Au contraire, Adoma Abderrahman dit Adam « Police », alors l'homme de confiance de Musa Hilal, estime que la réconciliation entre rebelles et arabes est à portée de mains et cite un autre proverbe : « Seule une tortue peut mordre une tortue : nous sommes tous Darfouriens, nous savons comment nous parler les uns aux autres ».²² Ces visions opposées semblent anticiper l'évolution des trajectoires parallèles d'Hilal et Hemmeti : Hilal s'éloigne de plus en plus du gouvernement et revendique des origines non-arabes, ce qui permet à Hemmeti de lui souffler la place de chef des *janjawid* (devenus les RSF en 2013) puis de le faire emprisonner en 2017.

Tout comme les premiers accords entre rebelles et Arabes du Darfour en 2006, les négociations parallèles ayant lieu depuis mai 2019 entre Hemmeti et les mouvements rebelles des périphéries, de nouveau au Tchad ainsi qu'au Soudan du Sud, répondent à un sentiment d'exclusion des négociations principales, cette fois de la part des rebelles et des populations non-arabes des périphéries : tous accusent les FFC de manquer de représentants des périphéries et de ne pas mettre suffisamment en avant le problème des guerres dans les périphéries dans leurs négociations avec le TMC. Au-delà des mouvements armés, certaines figures de l'opposition du centre sont difficilement acceptables dans les périphéries, à commencer par Saddiq al-Mahdi. Si le second gouvernement du vieux chef du parti Umma entre 1986 et 1989 a laissé au centre le souvenir d'une période de démocratie précédent le coup d'État d'Omar el-Béchar, les habitants des monts Nuba et du Nil Bleu s'en souviennent comme d'une période de guerre intense, lors de laquelle le pouvoir central commence à armer les milices arabes ; les Darfouriens, jadis base électorale indéfectible de l'Umma, considèrent également Saddiq el-Mahdi comme le véritable fondateur des *janjawid*, l'homme auquel les premières pétitions du Rassemblement arabe étaient adressées.

Contrairement à ce que certains observateurs internationaux semblent croire, les discussions entre Hemmeti, Kabbashi, et les mouvements rebelles, au Tchad et au Soudan du Sud, ne sont pas complémentaires mais concurrentes des négociations officielles entre les FFC et les militaires au sein du Conseil souverain. Elles ont impliqué en particulier la SLA-MM et, avec un peu plus de prudence, le JEM. Le SPLM-Nord (SPLM-N) semble plus ambigu, notamment

22. Tubiana, 2010, *op. cit.* Depuis, Adam « Police », jugeant Hilal trop hostile au gouvernement, semble s'être rapproché d'Hemmeti.

du fait de ses divisions internes. Yasir Arman, le leader avec Malik Agar d'une de ses deux branches, est l'auteur d'une déclaration particulièrement hostile à l'égard des RSF qui, selon lui, « pourraient constituer une menace pour la sécurité de l'ensemble de la région et même conduire à l'effondrement de l'État soudanais, et par conséquent l'exode de millions de migrants soudanais vers l'Europe ainsi qu'à l'escalade du terrorisme dans la région ».²³ Cette déclaration, clairement destinée à la communauté internationale, va aussi de pair avec le fait que depuis la scission du SPLM-N en deux branches, la branche dirigée par Arman et Agar manque de soutien dans les périphéries, recueillant seulement celui d'un nombre limité de fidèles d'Agar au Nil Bleu. Arman est originaire du centre et sa force, au sein du SPLM historique de John Garang était de pouvoir montrer que le mouvement essentiellement sudiste était capable d'accueillir en son sein un opposant du centre. Ce statut symbolique est moins intéressant pour le SPLM-N, et surtout semble devenu plus embarrassant pour Arman à l'heure où l'opposition, incarnée par les FFC et en partie dirigée par des ressortissants du centre idéologiquement aussi marqués à gauche qu'Arman, peine à promouvoir des dirigeants des périphéries.

L'autre branche du SPLM-N, celle d'Abdelaziz al-Hilu, représente bien davantage les périphéries. Surtout depuis le début de la reprise de la guerre dans les monts Nuba en 2011, al-Hilu, chef du SPLM-N dans la région, avec sous ses ordres l'essentiel des combattants du mouvement, est considéré comme le chef rebelle le plus apte à jouer un rôle national, notamment du fait qu'il soit parvenu, durant sa longue carrière rebelle, à opérer dans différentes zones du nord et du sud, en particulier les monts Nuba, tout en ayant des origines darfouriennes. Mais le fait que ses rivaux, d'abord parmi des Nuba dissidents du SPLM puis les soutiens d'Arman et Agar, mettent en avant ses origines darfouriennes pour le couper de sa base Nuba tout en cooptant certains de ses fidèles Nuba, l'a poussé à mettre de côté sa dimension nationale et à se présenter comme un dirigeant essentiellement nuba, tout en ne rejetant pas l'option radicale d'une sécession des monts Nuba du Soudan. Il semble pour autant qu'al-Hilu ne ferme pas totalement la porte à un dialogue avec Hemmeti et Kabbashi sur des lignes proches de celles des rebelles du Darfour.

A l'évidence, les négociations entre Hemmeti et les rebelles des périphéries obéissent, de part et d'autre, à des motivations opportunistes. Pour les rebelles, les choix sont limités : les poches rebelles des monts Nuba, du Nil

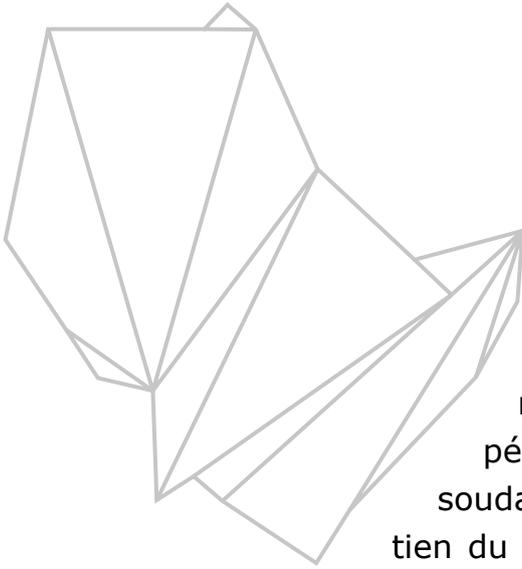
23. Voir <http://www.sudantribune.com/spip.php?article67683>

Bleu et du Jebel Marra sont depuis des années encerclées par les RSF et font face à des assauts réguliers en saison sèche, tandis que l'essentiel des mouvements rebelles darfouriens ont dû se réfugier à l'extérieur du Soudan, en Libye et au Soudan du Sud, et que leurs tentatives de se réimplanter au Darfour depuis ces deux pays ont été empêchées par les RSF. Ils risquent de manquer le train de la transition et d'apparaître comme les grands perdants, avec un gouvernement de transition focalisé sur Khartoum qui abandonnerait les périphéries aux milices. Même si la chute de Béchir pourrait, dans l'idéal, leur offrir une opportunité de se réimplanter notamment au Darfour et de peser ainsi sur la transition, il paraît impossible qu'ils y parviennent sans avoir au moins négocié un pacte de non-agression avec Hemmeti.

Les négociations des mouvements rebelles darfouriens avec ce dernier ne sont pas comprises par la population civile non-arabe, qui semble de plus en plus distante à l'égard des mouvements armés - l'approche des chefs rebelles n'est pas non plus populaire parmi leurs propres troupes. Pour les non-arabes en particulier du Darfour, depuis la chute d'el-Béchir, Hemmeti ne peut plus être considéré comme un simple instrument mercenaire du régime et se bat désormais pour son propre compte ; pour beaucoup, il n'est certes ni le principal donneur d'ordre ni le seul auteur des crimes commis dans les zones de guerre mais il est, de par sa nouvelle notoriété, un symbole qui ne devrait pas échapper à la justice (bien que cette perspective semble lointaine). Ainsi que le déclare un dirigeant civil en exil, « la grande majorité des habitants du Darfour et des monts Nuba considère [les négociations entre les rebelles et Hemmeti] comme une insulte envers leurs sentiments. Même si le Soudan doit s'enfoncer dans une autre longue guerre civile et se retrouver divisé en 40 millions de fragments, ils ne souhaitent pas se réconcilier avec Hemmeti et ses miliciens *janjawid*. »

Pour autant, ces dernières années, un nombre de plus en plus grand de civils et d'anciens rebelles non-arabes ont rejoint les RSF. Certains d'entre eux auraient d'ailleurs joué un double rôle lors du *sit-in* : d'une part, ils auraient prévenu les manifestants darfouriens du risque de répression ; d'autre part, ils auraient participé à la répression contre les manifestants du centre. Les motivations de ces nouvelles recrues restent essentiellement opportunistes et économiques mais leur présence même au sein des RSF pourrait changer la nature de la force paramilitaire et faciliter le rapprochement d'Hemmeti et des rebelles, même si, là aussi, le souvenir des crimes commis rend ce pari difficile.

Selon les mots d'un chef rebelle du Darfour, « la détente entre les mouvements [rebelles] et Hemmeti est d'abord le résultat de l'hostilité dont ils souffrent également de la part de l'élite du centre. Les mouvements comprennent qu'Hemmeti essaie de les utiliser pour parvenir à ses ambitions irréalistes et ils essaient de l'utiliser de leur côté pour leurs propres objectifs. Il n'est pas évident que cette approche opportuniste puisse produire des résultats durables et qu'elle ne se révèle pas contre-productive. »



Dimensions internationales

Des facteurs internationaux favorisent aussi le rapprochement d’Hemmeti et des rebelles des périphéries. Ces dernières années, les rebelles soudanais ont essentiellement survécu grâce au soutien du général Khalifa Haftar en Libye ainsi que celui du gouvernement du Soudan du Sud, ennemi du régime d’el-Béchir. Dans les deux pays, ils ont offert leurs services à leurs alliés dans le cadre de leurs guerres civiles respectives – au Soudan du Sud contre le SPLM-In Opposition dirigé par Riek Machar et en Libye contre le gouvernement d’accord national (GNA) de Tripoli – en échange de soutiens logistiques et financiers.

En Libye, le rôle de plusieurs groupes rebelles du Darfour comme supplétifs auprès d’Haftar leur a permis de se rapprocher non seulement de l’Égypte, mais aussi des Émirats arabes unis (EAU) et de l’Arabie Saoudite, soutiens d’Haftar et opposés au GNA. A rebours, le régime d’el-Béchir, tout en se rapprochant de l’Arabie Saoudite, a continué d’entretenir des liens avec le camp adverse, notamment avec le Qatar, la Turquie et des acteurs libyens pro-GNA, à commencer par les Frères musulmans libyens. C’est ce positionnement ambigu qui a poussé l’Arabie Saoudite et les EAU à soutenir la révolution de palais qui a abouti à la chute d’el-Béchir. Ce dernier s’était rapproché de l’Arabie Saoudite et des EAU non en Libye mais sur un autre théâtre d’intervention militaire, au Yémen. Depuis 2017, le régime soudanais a déployé un important contingent au sein de la coalition saoudienne en lutte contre les rebelles houthis soutenus par l’Iran (autre ex-allié de Khartoum). Ces troupes proviennent aussi bien de l’armée régulière, sous le commandement du général Abdelfattah al-Burhan, que des RSF d’Hemmeti : selon ce dernier, jusqu’à 30 000 hommes auraient été déployés au Yémen, bien qu’il ne précise pas si ce chiffre n’inclut que les RSF ou aussi les forces régulières, et bien que le nombre de RSF déployés au même moment au Yémen n’ait sans doute pas dépassé les 6 000 hommes.

Apprécié par les Saoudiens et les Emiratis, le déploiement soudanais a aussi permis à al-Burhan et Hemmeti, ainsi qu'à Salah Abdallah « Gosh », alors chef des services de renseignement à Khartoum et depuis longtemps considéré comme proche des États-Unis, de nouer des liens à Riyad, Abou Dhabi et au Caire et de s'y présenter comme à même de remplacer le régime d'el-Béchet par une junte non-islamiste, prête à continuer à fournir des troupes à ses alliés du Golfe tout en mettant fin au double jeu d'El-Béchet avec les Frères musulmans de divers pays et avec leurs alliés régionaux.²⁴ Ce déploiement aurait aussi permis à Hemmeti d'obtenir des financements directs de l'Arabie Saoudite et des EAU : de son propre aveu, le milliard de dollars avec lequel il promet de renflouer les finances soudanaises, lors d'une conférence de presse en avril, provenait du salaire des RSF au Yémen et de mines d'or au Soudan.²⁵ Riyad et Abou Dhabi ont aussi été accusées d'avoir autorisé la répression du *sit-in*, avant, sans doute à la demande des États-Unis, de faire pression sur le TMC pour qu'il fasse des concessions aux FFC.²⁶

Ainsi, les principaux soutiens internationaux d'al-Burhan et d'Hemmeti se trouvent aujourd'hui être les mêmes que ceux d'Haftar, et indirectement des rebelles du Darfour en Libye. Il est possible que ces soutiens du Golfe demandent à l'appareil sécuritaire soudanais de mettre fin à leurs relations avec les adversaires d'Haftar, voire d'envoyer des troupes en Libye pour le soutenir. Hemmeti ne serait pas hostile à l'envoi de RSF en Libye, se contentant d'indiquer qu'il aurait pour l'instant trop besoin de ses troupes pour assurer la sécurité au Soudan même pour en déployer davantage à l'étranger, manière de suggérer à ses alliés du Golfe qu'il compte sur leur appui croissant s'ils veulent continuer à bénéficier de supplétifs soudanais au Yémen ou ailleurs. Hemmeti aurait aussi encouragé les rebelles du Darfour à intervenir davantage en Libye aux côtés d'Haftar en leur faisant miroiter des financements émiratis en retour. Abou Dhabi, Riyad et Le Caire pourraient aussi légitimement vouloir réconcilier leurs différents supplétifs soudanais – RSF et rebelles. Si les relations entre RSF et les rebelles se tendent de nouveau, Khartoum pourrait aussi faire pression sur Haftar pour qu'il cesse de soutenir les rebelles du Darfour.

24. Tubiana, 2019a, *op. cit.*

25. Baldo, Suliman. 2019. « **Sudan: Hidden Economic Stakes in Ongoing Power Struggle** ». *Enough Project*. 16 juillet. <https://medium.com/@EnoughProject/sudan-hidden-economic-stakes-in-ongoing-power-struggle-384d169b7245>

26. Lynch, Justin. 2019. « How Sudan's Military Overcame the Revolution ». *Foreign Policy*. 5 août. <https://foreignpolicy.com/2019/08/05/how-sudan-military-overcame-the-revolution-constitution-protests/>

Par ailleurs, le Soudan du Sud, soutien important du SPLM-Nord mais aussi plus récemment du JEM, s'est également rapproché de l'Égypte et des EAU, et se présente d'ores-et-déjà comme un médiateur des pourparlers entre Hemmeti et les mouvements rebelles.

Ce nouvel alignement du Soudan avec Haftar, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et les EAU est aussi une bonne nouvelle pour le Tchad, qui partage les mêmes alliés, et dont le rapprochement avec Khartoum était fragilisé par la persistance de divergences, notamment en Libye, où le Tchad soutient pleinement Haftar. N'Djamena n'a cependant jamais cessé de surveiller l'émergence d'acteurs soudanais appartenant à des communautés transfrontalières entre Soudan et Tchad, que ce soit parmi les rebelles non-arabes du Darfour ou parmi les chefs *janjawid* arabes comme Hemmeti. Le fait que les *janjawid* et récemment les RSF n'aient jamais cessé de recruter parmi les communautés arabes tchadiennes, y compris des rebelles ou d'anciens rebelles tchadiens, alimente la crainte que ces troupes, avec ou sans le soutien d'Hemmeti, puissent participer à une rébellion ou une prise de pouvoir arabe au Tchad ou faire monter les tensions inédites entre arabes et non-arabes ayant émergé dans l'est du Tchad en 2018 et qui rappellent celles qui ont précédé la guerre au Darfour.²⁷ Le risque semble pris au sérieux par la France, principal soutien extérieur au régime tchadien, du moins si l'on en croit une déclaration inhabituelle d'une source gouvernementale française anonyme au journal *Le Monde* : Idriss Déby « est un allié sur qui l'on peut compter. Si demain, Boko Haram attaque depuis le lac Tchad ou un groupe de miliciens *janjawids* déboule du Soudan, nous lui prêterons encore très sûrement main-forte ».²⁸

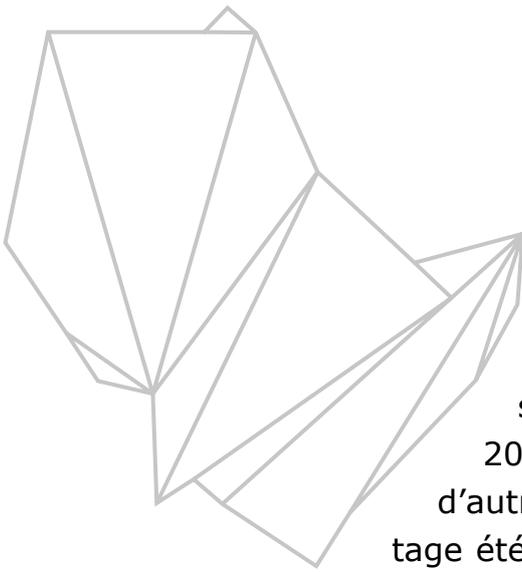
Jusqu'aujourd'hui, Déby a su gérer ces risques par ses propres moyens, bien plus politiques que militaires, en tissant des liens avec des chefs politiques arabes (dont certains ont occupé des positions importantes depuis son arrivée au pouvoir), et par leur intermédiaire, notamment celui de Bichara Issa Djadallah (ancien chef d'état-major et ministre de la Défense), avec Hemmeti lui-même. Récemment, le régime tchadien a ainsi soutenu les efforts d'Hemmeti pour se rapprocher des rebelles du Darfour, poursuivant une politique plus ancienne. Avant même la chute d'el-Béchar, le Tchad n'a cessé de coopérer avec Khartoum sur le dossier du Darfour, en faisant pression sur les rebelles pour qu'ils rejoignent le gouvernement et pour qu'ils intègrent les

27. Tubiana, Jérôme et Aly Verjee. 2019. « Chad, and Darfur, After Bashir ». United States Institute of Peace. 2 mai. <https://www.usip.org/publications/2019/05/chad-and-darfur-after-bashir>

28. Bensimon, Cyril. 2019. « Au Tchad, la peur d'un vent de révolte soudanais ». *Le Monde*. 26 juin. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/06/26/au-tchad-la-peur-d-un-vent-de-revolte-soudanais_5481690_3212.html

RSF, comme certains l'ont fait par groupes ou individuellement, notamment pour se battre au Yémen où les salaires sont relativement élevés. En même temps, I. Déby tente aussi d'utiliser les membres soudanais de sa propre communauté, les Zaghawa (qu'il s'agisse de rebelles, d'anciens rebelles livrés à eux-mêmes, ou de nouvelles recrues des RSF) comme des supplétifs à même de protéger les frontières de son pays avec le Soudan et la Libye d'éventuelles incursions hostiles.

Déby bénéficie aussi du fait qu'Hemmeti, occupé par la situation intérieure du Soudan, ne semble pas en mesure de chercher à déstabiliser le Tchad. Cependant, tous deux sont aujourd'hui en compétition pour s'assurer les bonnes grâces des rebelles du Darfour, ce qui pourrait générer de nouvelles tensions entre Tchad et Soudan. Cette compétition pourrait tourner à l'avantage d'Hemmeti, car Déby fait face à une impopularité croissante parmi les Zaghawa aussi bien du Tchad que du Soudan, non seulement en raison de ses pressions constantes sur les rebelles du Darfour mais aussi d'une campagne agressive de confiscation des véhicules *pick-up* visant notamment des milliers d'orpailleurs zaghawa actifs au nord du Tchad. La perspective d'un rapprochement entre Arabes et rebelles non-arabes du Darfour alimente à N'Djamena la crainte d'une nouvelle alliance rebelle contre Déby, qui serait d'autant plus redoutable qu'elle serait multi-ethnique.



Conclusion

Alors que les observateurs internationaux n'ont souvent vu dans la « révolution » soudanaise de 2019 qu'un affrontement entre militaires et civils, d'autres divisions, multiples, ont peut-être davantage été prégnantes. Au-delà de celles, connues, entre centre et périphéries et entre arabes et non-arabes, le régime d'el-Béchir laisse en héritage une société soudanaise morcelée par des fractures politiques et identitaires au sein de chacun des blocs les plus visibles : dans le centre, dans les périphéries, entre les Arabes des périphéries eux-mêmes et dans ce qui reste de l'appareil sécuritaire.

A l'heure où nous écrivons, et même s'il s'agit forcément d'une simplification, on pourrait dire que la compétition pour le pouvoir au Soudan voit s'affronter quatre principaux blocs, superposant la division militaires/civils et les divisions identitaires exposées (et souhaitées) par le document Qoreish 2 :

- le pouvoir civil issu de la révolution, avec à sa tête le premier ministre Abdallah Hamdok ;
- l'armée ;
- les RSF d'Hemmeti, bras armé des arabes du Darfour ;
- les rebelles (non-arabes) du Darfour.

Les deux premiers représentent essentiellement le centre et les deux derniers, chacun à leur manière, les périphéries. L'armée a peur d'être dépassée par les paramilitaires originaires des périphéries, et les ressortissants du centre continuent de se sentir menacés par les ambitions des Darfouriens. Cette peur a sans doute contribué à empêcher les FFC de s'allier réellement avec les rebelles des périphéries, tout en tentant d'établir des liens avec l'armée et avec Hemmeti. Quant à Hemmeti, il a d'abord tenté de s'allier avec les FFC mais il a échoué, si bien qu'à présent il tente plutôt de s'unir avec les rebelles des périphéries pour faire face au centre. Abdallah Hamdok, qui bénéficie du fait qui est lui-même un Arabe du Kordofan, semble pour sa part tenter d'établir des relations paisibles avec chacun mais cela risque d'être délicat. Tout

en ménageant l'armée, on dit que la commission d'enquête sur la répression du *sit-in* pourrait disculper Hemmeti en faisant porter le chapeau à des forces islamistes. Concernant les rebelles, Hamdok a notamment rendu visite à Paris à Abdelwahid al-Nur même s'il y a peu de chances qu'il puisse satisfaire des demandes radicales en matière de justice.

Les observateurs internationaux considèrent souvent les divisions entre les différentes branches des forces armées ou au sein de celles-ci comme porteuses d'un risque de chaos. Les chefs militaires eux-mêmes espèrent que ce risque, qu'ils alimentent pourtant, sera un argument pour convaincre les décideurs internationaux, notamment occidentaux, de soutenir leur maintien au pouvoir. Hemmeti, le premier, explique régulièrement que l'instabilité à Khartoum risque de l'empêcher de déployer des troupes contre le terrorisme en dehors du Soudan et contre les flux migratoires à la frontière libyenne, menaçant explicitement l'Europe de « rouvrir le Sahara » aux migrants.

Cependant, pour ceux qui espèrent une transition démocratique, le principal danger est sans doute celui des divisions au sein de l'opposition au régime d'el-Béchir, notamment entre centre et périphéries. Il est grand temps que l'opposition du centre mette en avant des représentants issus des périphéries. Le Soudan a besoin d'une double transition : d'un régime militaire vers un gouvernement civil mais aussi d'un État centralisé vers un gouvernement et des forces armées représentant véritablement l'ensemble des composantes nationales.

Pour aller plus loin

Flint, Julie et Alex de Waal. 2008. *Darfur: A New History of a Long War*. Londres et New York : Zed Books.

Flint, Julie. 2009. *Beyond 'Janjaweed': Understanding the Arab Militias of Darfur*. Working Paper n° 17. Genève : Small Arms Survey. <http://www.smallarmssurveysudan.org/fileadmin/docs/working-papers/HSBA-WP-17-Beyond-Janjaweed.pdf>

Haggar, Ali. 2007. "The Origins and Organization of the Janjawiid in Darfur." In Alex de Waal, éd. *War in Darfur and the Search for Peace*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press, pp. 113–39.

Tubiana, Jérôme. 2010. "Seule une tortue peut mordre une tortue": Accords entre groupes rebelles et communautés arabes au Darfour." *Politique africaine*, n° 118, juin, pp. 205–24. <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2010-2-page-205.htm>

—. 2017. *Remote-control Breakdown: Sudanese Paramilitary Forces and Pro-government Militias*. HSBA Issue Brief n° 27. Genève : Small Arms Survey. Avril. <http://www.smallarmssurveysudan.org/fileadmin/docs/issue-briefs/HSBA-IB-27-Sudanese-paramilitary-forces.pdf>

—. 2019a. "The Man Who Terrorized Darfur Is Leading Sudan's Supposed Transition." *Foreign Policy*. 14 mai. <https://foreignpolicy.com/2019/05/14/man-who-terrorized-darfur-is-leading-sudans-supposed-transition-hemeti-rsf-janjaweed-bashir-khartoum/#>

—. 2019b. "How Darfur Became Sudan's Kingmaker." *Foreign Policy*. 9 juillet. <https://foreignpolicy.com/2019/07/09/how-darfur-became-sudans-kingmaker/>